

Le mardi 26 mars 2019

ALERTE

À la veille de la fin de la veille saisonnière, le Collectif ALERTE Hauts-de-France alerte le Préfet

Les associations de lutte contre la précarité et les exclusions réunies au sein du Collectif ALERTE Hauts-de-France ont alerté le Préfet de région sur la situation des personnes sans solution à la veille de la fin de la veille saisonnière.

Rien que sur l'arrondissement de Lille, ce sont à ce jour plus de 300 (311 encore hébergées ce lundi matin) personnes qui seront sans solution à la fermeture des établissements. Sollicitées par les personnes qu'elles hébergent sur les solutions qu'elles avaient à leur proposer, les associations gestionnaires d'établissement ne peuvent que renvoyer la saturation du dispositif d'hébergement. Par ailleurs la situation du « squat 5 étoiles », comme celle du squat de Vauban, pèse sur l'inquiétude de l'ensemble des acteurs concernés.

Ces personnes isolées et ces familles remises à la rue vont notamment venir grossir le nombre de personnes contraintes de vivre dans des squats dans des conditions indignes et sans accompagnement adapté. Ce sont des hommes, des femmes, mais aussi des enfants qui vont se retrouver sans hébergement, à devoir survivre à la rue, à devoir trouver refuge dans les hôpitaux de la ville ou d'autres endroits complètement inadaptés au respect de leurs droits fondamentaux. Ces enfants vont être déscolarisés et ils vont se retrouver dans une situation de grand danger. Pour tous ces ménages, la fermeture des hébergements de veille saisonnière est un traumatisme que l'État a le pouvoir d'éviter.

Ce que dit la loi : la loi prévoit un « droit au maintien » en hébergement : *« Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y bénéficier d'un accompagnement personnalisé et y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée. Cette orientation est effectuée vers une structure d'hébergement stable ou de soins, ou vers un logement, adaptés à sa situation. »* (Article L345-2-3 du CASF).

Le Collectif ALERTE Hauts-de-France demande au Préfet de région :

- de donner suite à la mobilisation des personnes hébergées dans les dispositifs hivernaux et qui ont demandé à le rencontrer pour faire entendre leur voix auprès des décideurs publics ;
- de tout mettre en œuvre, quitte à surseoir aux décisions de fermeture de certains établissements, tant que des solutions pérennes ne sont pas proposées à chaque ménage ;
- de faire respecter les obligations de l'État quant aux ménages reconnus prioritaires et urgents dans le cadre du DAHO mais orientés vers des dispositifs hivernaux non-pérennes.

Le Collectif ALERTE Hauts-de-France vous remercie par avance de relayer ces informations.

Avec le soutien de ABEJ Solidarité, ANPAA Hauts-de-France, ATD Quart Monde, CMAO, COORACE Hauts-de-France, Emmaüs Nord-Pas de Calais-Picardie, Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) Hauts-de-France, Fédération des centres sociaux du Nord-Pas-de-Calais, Fédération Entraide Protestante, Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés, Ligue des Droits de l'Homme, Magdala, Médecins du Monde, Petits Frères des Pauvres Fraternité régionale des Hauts-de-France, Réseau Vieillesse Plurielles, délégations du Secours Catholique des Hauts-de-France, Union Régionale de l'Insertion par l'Activité Economique (URIAE) Nord-Pas-de-Calais, Union régionale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (URIOPSS) Hauts-de-France.

ALERTE

Le Collectif ALERTE, coordonné et animé par l'Uriopss, est un groupe de pression inter-associatif labellisé par l'Uniopss depuis 1994, dont l'objet est de sensibiliser la population et de peser dans les décisions des pouvoirs publics nationaux et locaux pour un respect et un accès effectif au droit.

Consultez le site web du Collectif ALERTE national

Contacts presse :

- **Gérard TONNELET**
Président du Collectif ALERTE Hauts-de-France
gtonnelet29@gmail.com - 06 74 78 35 82
- **Dominique CALONNE**
Fédération des Acteurs de la Solidarité
dominiqucalonne@gmail.com - 06 69 15 01 77



DÉBATTRE



ALERTE



CONSTRUIRE